

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le chômage et sa courbe (4)

- Economie -

Date de mise en ligne : mardi 15 mars 2016

Démocratie & Socialisme

Nous publions la quatrième et dernière partie d'un article de notre camarade Jean-Jacques Chavigné.

[>> Lire la première partie](#)

[>> Lire la deuxième partie](#)

[>> Lire la troisième partie](#)

5 - Les entreprises, seules, ne créent pas l'emploi

- Pourquoi les entreprises, aujourd'hui, n'embauchent-elle qu'au compte-gouttes ?

Les entreprises licencient ou, au mieux, limitent très sévèrement leurs recrutements parce qu'elles ne savent pas si leur production trouvera un débouché. Chaque entreprise attend que les autres entreprises commencent à embaucher ou à augmenter les salaires de leur personnel, pour que son carnet de commande commence à se remplir et se mettre, elle-même, à embaucher.

Ce qui est rationnel au niveau d'une seule entreprise est parfaitement irrationnel au niveau de l'ensemble de l'économie, et conduit à l'impasse dans laquelle nous sommes aujourd'hui.

Face à une telle paralysie, seul l'État peut débloquer la situation, en relançant l'investissement et l'emploi publics, en augmentant le Smic, et en diminuant le temps de travail.

- Le gouvernement de Manuel Valls fait exactement le contraire de ce qu'il faudrait faire, s'étonne du résultat, mais n'a de cesse d'en rajouter une louche

La demande salariale est bridée par la stagnation du Smic, le refus d'augmenter la valeur du point dans la fonction publique, la stagnation des allocations sociales et des retraites, la part de plus en plus importante prise par les assurances santé complémentaires ou par l'épargne-retraite.

La demande publique est étouffée par les politiques budgétaires restrictives imposées par la Commission européenne, avec la complicité active de la plupart des gouvernements européens, le nôtre en particulier.

Les carnets de commande des entreprises ne peuvent donc pas se remplir, et elles n'embauchent pas ou très peu.

- La fameuse demande des « classes moyennes » chinoise, russe ou brésilienne n'était qu'un mirage

Cette demande devait servir de débouchés aux entreprises françaises, dès qu'elles seraient devenues « compétitives ». Elle n'était qu'une illusion, qui s'est évanouie avec la crise économique et financière qui frappe les pays émergents.

- Les dizaines de milliards d'euros accordés au patronat par le CICE et le « pacte de responsabilité » n'atteignent aucun des objectifs annoncés

Le chômage ne cesse de croître, et les investissements productifs des entreprises industrielles, après avoir diminué de 3 % en 2014, ont encore diminué de 2 % en 2015. Seules les marges bénéficiaires des entreprises (surtout les grandes) ont augmenté.

- Dans un tel contexte, la mise en demeure de Jean-Christophe Cambadélis aux « cadres du Parti socialiste » semble venir de la planète Mars

La mise en demeure de Jean-Christophe Cambadélis « à tous les dirigeants » du PS de se prononcer, dès maintenant, « pour ou contre » une candidature de François Hollande en 2017, n'a pas le moindre sens.

François Hollande n'est pas candidat, et on ne voit pas comment il pourrait l'être s'il prend au sérieux le critère qu'il a lui-même fixé dès la fin 2012. Un critère qu'il a réaffirmé lors de sa conférence de presse du 19 février : il ne sera pas candidat si le chômage ne baisse pas. Comment pourrait-il l'être alors que le nombre de chômeurs pour la France entière, catégorie A, B, C, D et E de Pôle emploi, a augmenté de 1,7 million depuis mai 2012, et que les seuls demandeurs d'emploi de la catégorie A sont 700 000 de plus qu'à son arrivée au pouvoir ?

- L'allongement de la durée du travail contre l'emploi

Après la réforme des retraites de 2013 qui allongeait le temps de travail sur la durée de la vie, le gouvernement prétend, avec le projet de loi El Khomri, allonger la durée du travail hebdomadaire en transformant les 35 heures en passoire.

Le résultat serait couru d'avance. La loi Aubry avait permis la création de 400 000 emplois à temps-plein, dans les deux années qui avaient suivi son adoption par le Parlement. La mise au rebut de la réduction du travail, dans l'actuel contexte de stagnation économique, provoquerait l'arrivée de beaucoup plus de 400 000 demandeurs d'emploi supplémentaires, au cours des deux prochaines années.

- Le projet de loi El Khomri utilise le poids du chômage de masse pour faire passer les exigences du MEDEF

Malgré les affirmations de Manuel Valls, le projet de loi El Khomri n'a pas pour objectif de diminuer le chômage. Ce projet utilise, au contraire, la menace que constitue le chômage de masse pour imposer aux salariés une baisse historique de leurs droits, dans le seul but d'augmenter les profits des entreprises.

Les marges bénéficiaires des entreprises - du moins de celles qui survivront - continueront sans doute à augmenter... jusqu'à l'éclatement de la prochaine crise économique et financière à laquelle la politique de François Hollande aura apporté son inestimable contribution.